

Energie éolienne : la France cherche à rattraper son retard sur ses voisins européens

Le ministère de l'industrie a annoncé, jeudi 8 décembre, qu'il avait retenu, dans plusieurs régions, 7 projets de centrales, d'une capacité cumulée de 278 mégawatts

A l'automne 2007, le voyageur arrivant à Salles-Curan verra se dresser, sur les hauteurs de ce bourg aveyronnais, vingt-neuf fûts d'acier de 125 mètres couronnés de pales géantes. Vingt neuf éoliennes capables, pour un investissement de 100 millions d'euros, d'alimenter en électricité l'équivalent d'une cité de 134 000 habitants.

Vingt-neuf monstres, financés notamment par la filiale énergies renouvelables d'EDF, qui constitueront la plus grande « ferme » de France. Après celle de Total, qui vient de décrocher, dans le même département, l'autorisation d'implanter une « ferme » d'éoliennes d'une puissance équivalente avec l'électricien allemand RWE.

La France se met à l'éolien pour se rapprocher de l'objectif européen de produire, en 2010, 21 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables (bois-énergie, hydraulique, éolien, solaire...), contre 15 % aujourd'hui. Le ministère de l'industrie a annoncé, jeudi 8 décembre, qu'il avait retenu 7 nouveaux projets de centrales pour une capacité cumulée de 278,3 MW en Bourgogne, dans le Centre, en Haute-Normandie, en Languedoc-Roussillon et en Picardie. « Ce choix a été effectué en fonction de critères de prix, d'insertion dans l'environnement, de la puissance installée et de capacités techniques et financières des promoteurs », précise-t-il.

Il y a seulement cinq ans, cette source d'énergie était pratiquement inexistante en France. L'objectif est désormais de



Vingt-six éoliennes, d'une puissance unitaire de 1,5 mégawatt (MW), ont été installées dans le village d'Ally, en Haute-Loire. ETIENNE DE MALLAIGNE/GAMMA

franchir le cap des 2 000 MW au début de 2007 (700 MW fin 2005).

Si le gouvernement retient les conclusions du rapport préparatoire au projet de programmation pluriannuelle des investissements (PPI) dans l'énergie, qui sera soumis au Parlement début 2006, ce chiffre serait porté à 12 500 MW dans dix ans, nécessitant la construction de 5 000 à 6 000 éoliennes.

Le solaire encore trop cher

Ce document, révélé par *La Tribune* du 9 décembre, indique que seul l'éolien peut contribuer fortement au développement des énergies renouvelables, les

capacité hydro-électriques étant proches de la saturation et le solaire photovoltaïque encore trop cher. Son auteur juge que l'avenir des éoliennes est d'abord sur terre, leur potentiel en mer étant « plus limité ». Jusqu'à présent, l'Etat n'a d'ailleurs retenu qu'un projet off-shore en Seine-Maritime.

Tous les grands énergéticiens européens sont sur les rangs, les électriciens (EDF, Suez, Endesa, RWE...) comme les compagnies pétrolières (Total...), même si la filière est loin d'être stratégique pour eux. « Nous comptons installer 3 300 MW à l'horizon 2010 pour un investissement de 3,5 milliards d'euros », explique

Robert Durdilly, directeur des participations et des activités nouvelles d'EDF, tout en reconnaissant de fortes contraintes : « Il faut à chaque fois trouver un site suffisamment venté, faire accepter les éoliennes par la population et que le coût de leur raccordement au réseau n'obère pas la rentabilité globale du projet. » Entre la décision d'implantation et la production du premier KW/heure, il s'écoule jusqu'à trois ans, quand les associations anti-éolien, notamment regroupées au sein du collectif Vent de colère ! ne font pas capoter les projets.

Source d'appoint

Directeur des énergies renouvelables à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), Jean-Louis Bal reconnaît quelques inconvénients : insertion parfois difficile dans le paysage, bruit, intermittence de la production.

Des problèmes qui trouvent leurs solutions, assure-t-il, alors que les vertus de l'éolien sont, à ses yeux, évidentes : peu d'émissions de CO₂, importations de combustibles fossiles évitées, créations d'emplois... « Avec 10 000 MW installés en 2010, on peut créer 20 000 emplois nets », assure M. Bal.

La France est en retard sur le Danemark, l'Espagne et surtout l'Allemagne, qui a déjà une capacité installée de 18 000 MW, l'équivalent d'une quinzaine de réacteurs nucléaires, mais qui n'est en fait utilisée qu'à 25 %. La nouvelle chancelière, Angela Merkel, a annoncé un bilan économique de la filière éolienne pour 2007.

De l'aveu même de ses plus chauds partisans, celle-ci ne sera jamais qu'une source d'appoint en France, qui a réaffirmé le rôle centrale du nucléaire dans son bouquet énergétique. ■